



La Libye au bord de la guerre civile totale

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 11 avril 2019

WSWS.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Alors que les troupes et les chars de la soi-disante Armée nationale libyenne (LNA) du «maréchal» Khalifa Hifter avancent sur la capitale, Tripoli, les conflits internes qui déchirent le pays nord-africain s'intensifient de manière dramatique.

Depuis sa base située à l'est, la LNA a capturé l'aéroport international abandonné au sud de la capitale. Lundi, elle a effectué des raids aériens sur l'unique aéroport du pays, situé dans la banlieue est de Tripoli.

Le Pentagone a réagi dimanche à la menace de siège de la ville de 1,2 million d'habitants en retirant son personnel militaire par voie maritime. Le chef du commandement américain d'Afrique, général Thomas Waldhauser, a déclaré que les «réalités de la sécurité sur le terrain en Libye devenaient de plus en plus complexes et imprévisibles». Il a ajouté que le commandement militaire américain en Afrique «resterait réactif en soutien de la stratégie américaine existante.»

Reste à savoir si le retrait signifiera l'acceptation par les États-Unis de l'offensive de Hifter ou des préparatifs de frappes aériennes américaines contre cette dernière.

Hifter, un ancien général de l'armée libyenne, se retourna contre le gouvernement de Mouammar Kadhafi à la fin des années 1980, après avoir été fait prisonnier de guerre lors d'un conflit avec le Tchad voisin. Il fut rapidement embauché par la CIA, et est resté «un opérateur» de la CIA pendant des décennies, établissant sa résidence près du siège de l'agence à Langley, en Virginie, et devenant citoyen américain.

Il fut renvoyé en Libye avant l'opération de changement de régime menée par Washington, Paris et Londres en 2011, mais a été éclipsé par les forces islamistes liées à Al-Qaïda qui servaient de forces terrestres à la guerre aérienne américano-OTAN, qui finit en ayant coûté la vie à près de 50.000 civils libyens.

Sans être en mesure de trouver une voie menant au pouvoir, Hifter retourna aux États-Unis et puis revint en Libye pour mener une campagne sanglante en 2014 afin de prendre le contrôle de la ville de Benghazi, dans l'est du pays, aux mains des milices islamistes. Il forma une force militaire composée de diverses milices, qui devint l'épine dorsale d'un régime basé à Tobrouk, dans l'est du pays. Son gouvernement a concurrencé le gouvernement issu de l'accord national reconnu par les États-Unis et l'ONU à Tripoli, présidé par le riche homme d'affaires Fayez al-Sarraj. Un troisième rival du pouvoir est le Congrès national général dominé par les islamistes, qui s'est proclamé gouvernement du salut et a rejeté l'autorité de Sarraj.

Avant sa marche sur Tripoli, Hifter avait réussi à établir un contrôle à l'été 2018 sur les installations pétrolières du centre de la Libye et, plus tôt cette année, sur une bande du sud de la Libye comprenant l'un des principaux champs pétroliers du pays.

Près de 50 morts et plus de 80 blessés auraient été victimes des derniers combats, tandis que des milliers de civils auraient été obligés de fuir leur domicile. Si les forces de Hifter entrent dans la ville, un bain de sang et des destructions massives risquent de se produire, alors que des milices disparates ont juré de résister à la prise de contrôle de Tripoli.

Des organisations humanitaires ont averti de la menace qui pesait sur la vie des civils et attiré particulièrement l'attention sur le sort de milliers de réfugiés retenus contre leur volonté dans des conditions déplorables dans des camps de détention gérés par les milices qui soutiennent le régime de Sarraj. Les garde-côtes libyens sont somptueusement financés et conseillés par les puissances impérialistes européennes, qui les utilisent dans leurs efforts pour mettre fin à l'afflux de réfugiés en Europe. Ils livrent les migrants aux milices, qui les soumettent à la torture, au viol, à des abus et à des exécutions sommaires, tout en tentant d'extraire des rançons de leurs proches.

Hifter a bénéficié d'un soutien ouvert de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, tandis que la France a apporté un soutien secret, notamment des conseillers militaires. L'Italie et le Qatar ont soutenu le régime basé à Tripoli.

Alors que le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a publié une déclaration dans laquelle il déclarait: «Nous nous opposons à l'offensive militaire des forces de Khalifa Hifter et demandons l'arrêt immédiat de ces opérations militaires contre la capitale libyenne», Washington a noué l'alliance la plus étroite avec les principaux soutiens du général dans le monde arabe, l'Arabie Saoudite et l'Égypte. Le dictateur de ce dernier, le général Abdel Fattah al-Sissi, aura le tapis rouge déroulé pour sa visite aujourd'hui à la Maison Blanche.

Vendredi, le Conseil de sécurité des Nations Unies, à la suite d'une réunion à huis clos, a publié une déclaration à la presse demandant à la LNA de Hifter de «mettre un terme à ses activités militaires» près de Tripoli. Lorsque la Grande-Bretagne a proposé une résolution formelle allant dans ce sens, la Russie s'y est opposée, craignant sans aucun doute que cela puisse servir de prétexte à une nouvelle intervention occidentale en Libye.

Le projet de résolution britannique comprenait un passage appelant «à ce que ceux qui sapent la paix et la sécurité en Libye aient à rendre des comptes».

Quelle hypocrisie! Lorsque le Royaume-Uni s'est uni à la France et aux États-Unis dans le but de renverser le gouvernement du pays, infligeant la mort à sa population et à la destruction de ses infrastructures, le Royaume-Uni n'a pas eu de tels scrupules. Personne, que ce soit Barack Obama, Nicolas Sarkozy et David Cameron et tous leurs subalternes, n'a été tenu pour responsable d'une guerre d'agression criminelle qui a transformé le pays en un véritable enfer.

Lancée sous le prétexte d'une résolution des Nations unies autorisant l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne sur la Libye afin de mettre fin à la menace supposée (mais inexistante) d'un massacre dans la ville de Benghazi (est), la guerre a vu les milices islamistes et les agents d'Al-Qaïda abreuvés d'argent et d'armes, appuyés par une campagne de bombardement incessante, comprenant près de 30.000 sorties en sept mois.

Une guerre déclenchée sous le prétexte de protéger les civils a mené au bombardement de Syrte, un bastion du soutien populaire à Kadhafi, ainsi qu'à la torture et à l'assassinat par des lyncheurs du dirigeant libyen, à propos desquels la secrétaire d'État, Hillary Clinton, jubilait en disant, «Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort.»

Au cours des huit années qui ont suivi, les tentatives d'installation d'un régime fantoche pro-occidental dans un pays dévasté, contrôlé par des milices islamistes, tribales et autres ont échoué lamentablement. Le régime dirigé par Sarraj, reconnu comme le gouvernement «légitime» de la Libye, contrôle à peine Tripoli. Sous son prétend pouvoir, les systèmes d'éducation et de santé du pays se sont effondrés, tandis que l'inflation ravage le niveau de vie, le taux de chômage a atteint 30 pour cent et un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les conditions de vie des masses libyennes se sont considérablement dégradées depuis le renversement de Kadhafi.

Outre les dirigeants des principales puissances impérialistes, qui sont intervenus pour prendre le contrôle des plus grandes réserves pétrolières du continent africain, il y a ceux qui devraient être tenus responsables de leurs méfaits, à savoir toute une couche de partis et porte-paroles de la pseudo-gauche qui se sont fait l'écho et ont amplifié les prétextes impérialistes d'intervenir pour sauver des vies (au nom de code R2P: la Responsabilité de protéger) et même pour défendre une «révolution libyenne».

Ainsi, Gilbert Achcar, universitaire et membre éminent du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA), insista pour dire que la défense de la «révolution libyenne» soit la question primordiale et a déclaré: «On ne peut pas, au nom de principes anti-impérialistes, s'opposer à une action qui empêchera le massacre de civils.»

De même, Juan Cole, professeur à l'Université du Michigan, dont la crédibilité de «gauche» découlait de son opposition limitée à la guerre en Irak, a déclaré: «Faire en sorte que « l'anti-impérialisme » l'emporte sur toutes les autres valeurs conduit à des positions franchement absurdes.» Il a ajouté: «Si l'OTAN a besoin de moi, je suis là.»

Des arguments similaires ont été avancés, entre autres, par l'Organisation internationale socialiste (ISO), récemment dissoute, en faveur de l'opération encore plus sanglante de changement de régime américain en Syrie.

Ces groupes, exprimant les intérêts des couches privilégiées de la classe moyenne, sont totalement démasqués par la réalité libyenne huit ans après une intervention censée protéger des vies et promouvoir la «révolution».

Comme le World Socialist Web Site l'avait [écrit](#) (article en anglais) à l'époque: «Loin d'être une«révolution» ou une lutte pour la «libération», ce dont le monde entier est témoin est le pillage de la Libye par un syndicat de puissances impérialistes déterminé à s'emparer de ses richesses pétrolières et à transformer son territoire en base néocoloniale d'opérations d'interventions ultérieures à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.»

Avec la dernière escalade de la guerre civile prolongée en Libye - entre des forces rivales qui sont toutes le produit de complots de la CIA et d'interventions impérialistes - les conséquences de ce viol et la criminalité politique de ceux qui l'ont justifié et promu sont devenues d'autant plus évidentes.

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWS, le 9 avril 2019

Photo : Capture d'écran d'une vidéo diffusée le 4 avril 2019 sur la page Facebook du « bureau des médias » de l'Armée nationale libyenne (ANL)

source : presseocean.fr

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Bill Van Auken](http://wsws.org), wsws.org, 2019

Articles Par : **[Bill Van Auken](http://wsws.org)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca